

Yémen, une guerre à huis clos

René Naba

Number 788, January–February 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84249ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Naba, R. (2017). Yémen, une guerre à huis clos. *Relations*, (788), 35–37.



YÉMEN, UNE GUERRE À HUIS CLOS

L'Arabie saoudite mène au Yémen une guerre qui s'enlise. Elle n'hésite pas à s'allier avec des groupes terroristes pour combattre toute contestation, en particulier celle des houthistes. Le tout avec la complicité de pays occidentaux.

René Naba

L'auteur, écrivain et journaliste, est directeur du site <madaniya.info>

Menée par l'Arabie saoudite, une guerre se déroule à huis clos au Yémen depuis mars 2015 sans qu'aucune voix de la grande conscience humaine ne s'élève. En un an, elle a fait près de 9000 morts, 20000 blessés et un million de personnes déplacées. Plus de 21 millions de personnes sont privées d'un accès suffisant aux denrées et services de première nécessité –nourriture, eau potable, soins médicaux, électricité et carburant. Cela représente 80% de la population dans un pays déjà aux prises avec plusieurs graves problèmes.

La réalité du pays

Une guerre civile larvée dure depuis des décennies au Yémen, d'abord contre le pouvoir central longtemps représenté par le général Ali Abdallah Saleh, en vue de le maintenir sous la coupe saoudienne, puis entre le nouveau pouvoir pro-saoudien du président Abd Rabbo Mansour Hadi (en poste depuis février 2012) et ses opposants, principalement les houthistes. Ce courant de l'islam est marginalisé en raison du fait qu'il s'agit d'une branche minoritaire de l'islam chiite –une situation semblable à celle qui prévalait entre catholiques et protestants en France au XVI^e siècle. Les houthistes ne bénéficient pas d'une représentation spécifique proportionnelle à leur importance démographique dans les instances politiques du pouvoir, ni de droits civiques spécifiques, notamment en matière d'héritage.

Ensuite, la manne assurée par les revenus du pétrole –représentant 80% des revenus de l'État– s'effondre alors que la production chute depuis six ans. Une part toujours plus grande de l'argent est utilisée pour combattre les rebelles houthistes, le pays consacrant plus de 6% de son PIB aux dépenses militaires, ce qui le place au 7^e rang mondial en la matière. Une part de ces sommes disparaît dans la corruption au sein même de l'armée. D'autres fonds publics sont également détournés par des hommes d'affaires qui engrangent d'énormes profits par le biais de contrats avec des fournisseurs uniques; sans oublier les *mezaniyya*, ces subventions accordées aux tribus traditionnelles pour les aider à préserver leurs structures et qui finissent souvent dans les poches des dirigeants tribaux.

S'ajoutent à tout cela les ravages causés par le qat, cette plante dont l'effet stimulant est comparable à celui de l'amphétamine et qui est d'usage répandu non seulement au Yémen mais aussi dans la totalité de la Corne de l'Afrique. Sa

culture se fait au détriment de l'agriculture et nombreux sont les Yéménites qui y consacrent le quart de leurs revenus déjà maigres (le revenu moyen est de 950\$ par année), au détriment de dépenses essentielles.

Le printemps arabe yéménite

Dans ce contexte et dans le sillon du printemps arabe, le Yémen a lui aussi connu d'importantes mobilisations en 2011, une grande part de la population souhaitant une participation plus active à la vie politique du pays, un meilleur partage des richesses, de même que le respect du statut juridique relevant de leur confession. Le code de l'héritage faisait aussi partie des enjeux, car chez les sunnites, l'héritier mâle obtient le double de la part de la fille, alors que chez les houthistes et, de manière générale, chez les chiites, l'héritage se fait à part égale entre filles et garçons. L'une des grandes figures de ce printemps fut Tawakol Karman, la première femme arabe à se voir décerner le prix Nobel de la Paix, en 2011. Elle a malheureusement rallié par la suite l'Arabie saoudite dans sa guerre contre le Yémen, pour des considérations sectaires, en sa qualité de membre du parti Al-Islah, la branche yéménite des Frères musulmans, qui soutient l'Arabie saoudite par solidarité sunnite.

Les grands pays occidentaux n'ont pipé mot ni contre les graves violations du droit humanitaire international, ni contre l'instrumentalisation de groupes djihadistes.

Le châtimement qu'a voulu imposer l'Arabie saoudite en réaction à ce fort mouvement de contestation se devait d'être exemplaire et de dissuader quiconque se dresserait contre l'hégémonie saoudienne dans la région, particulièrement les houthistes. Bien que minoritaires, ceux-ci ne sont pas moins partie intégrante du Yémen et ils réclament un traitement égal à celui des autres Yéménites en vertu du principe de citoyenneté. Les houthistes pâtissent de la même stigmatisation que les chiites de Bahreïn, où le pouvoir, monopolisé par la dynastie sunnite Al khalifa, frappe de suspicion toute revendication égalitaire qui battrait en brèche son hégémonie, accusant les contestataires d'être des «agents à la solde de l'Iran». Dans ce conflit hégémonique régional, l'Iran représente une double menace, d'abord en tant qu'«État révolutionnaire» dans une zone hyperconservatrice, ensuite en tant que pouvoir fonctionnant sur le système électif, un système honni par les wahhabites. Le levier chiite-sunnite apparaît, dans ce contexte,

comme un moyen détourné pour justifier le combat contre le Yémen, un pays dont l'exemple pourrait contaminer l'ensemble des pétromonarchies.

Une offensive catastrophique

Ainsi, le baptême de feu du roi d'Arabie saoudite, Salmane Ben Abdel Aziz, au Yémen, le 25 mars 2015, deux mois après son accession au trône, se voulait une démonstration de force et de vigueur. L'expédition punitive de ce monarque octogénaire, de surcroît atteint d'une maladie dégénérative (la maladie d'Alzheimer), contre le plus pauvre des pays arabes, a toutefois tourné au cauchemar. Le souverain, prudent, avait pourtant pris toutes les précautions : pour la première guerre frontale de la dynastie wahhabite depuis la fondation du royaume, il y a près d'un siècle, une coalition de huit pays –soit l'ensemble des pétromonarchies à l'exception du Sultanat d'Oman (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar) ainsi que le Maroc, le Soudan et le Sénégal– avait été mise sur pied, alignant 150 000 soldats et 1 500 avions. Secondée par des mercenaires de compagnies militaires privées du type Blackwater, elle a bénéficié de la connivence tacite des «grandes démocraties occidentales». L'offensive surnommée «La tempête de la fermeté» bénéficiait notamment du blocus naval imposé par la 7^e flotte américaine dans la zone, soit le Golfe persique et l'Océan Indien qui représentent la veine jugulaire du système énergétique international par où transite un tiers du trafic maritime mondial. Le contrôle de cette voie maritime par le camp de l'OTAN est au cœur des enjeux.

Malgré la disproportion des rapports de force, les houthistes ont réussi à infliger des revers à leurs adversaires. Dès les premiers jours du conflit, ce fut la débandade. Les troupes saoudiennes ont déserté leurs postes face aux rebelles, leur laissant près de 30 blindés en guise de prise de guerre. Quatre cents soldats saoudiens ont été tués dès le premier semestre du conflit. La coalition sunnite, elle-même, s'est lézardée. Le Pakistan a refusé d'y participer de crainte d'être instrumentalisé et l'Égypte a pris ses distances face à la montée en puissance d'Al-Qaïda dans le conflit.

Le 13 août 2015 fera date dans les annales de cette guerre : les troupes d'Abou Dhabi, capitale des Émirats arabes unis et fer de lance de l'assaut contre la ville d'Aden, bien que bénéficiant d'un encadrement technologique français depuis la base de Djibouti et la base aéronavale française de Cheikh Zayed, ont essuyé de lourdes pertes en hommes et en matériel. Cent soldats ont été tués et une douzaine de chars Leclerc ont été détruits ou endommagés. Fin août, un terrible attentat à Marib a, de plus, fait 92 tués dans les rangs de la coalition, dont 45 soldats d'Abou Dhabi, 10 Saoudiens et 5 Qataris, avec en prime la capture de plusieurs soldats émiratis de même que de



L'artiste Murad Subai expose son œuvre contre le blocus saoudien imposé à la population du Yémen, à Sana, le 31 décembre 2015. Photo : CP/EPA/Yahya Arhab

leur équipement blindé par une branche d'Al-Qaïda active dans la péninsule arabique.

L'Arabie saoudite a répliqué, en septembre 2015, par une intervention au sol dans la région de Marib. Après le lourd bilan de l'attentat, il s'agissait en effet, entre autres, de calmer les craintes des parrains occidentaux quant à la capacité de l'Arabie saoudite de mener à bien cette guerre qui apparaît sans fin. Cette intervention a toutefois donné une nouvelle dimension au conflit, conduisant les houthistes à porter la guerre sur le territoire même du royaume saoudien. Assir, Jizane et Najrane, trois provinces yéménites annexées autoritairement par l'Arabie saoudite dans les années 1930, ont ainsi été pilonnées par les houthistes, une façon de signifier la permanence de leur revendication sur ces territoires.

Complices tacites de l'agression des pétromonarchies contre le Yémen, les grands pays occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni et France), gros exportateurs d'armes dans une zone qui représente l'un de leurs plus grands marchés de produits manufacturés, n'ont pipé mot ni contre les graves violations du droit humanitaire international, ni contre l'instrumentalisation de groupes djihadistes dans la guerre anti-houthistes. Ainsi, le parti Al-Islah, la branche yéménite des Frères musulmans, a fait office de fer de lance du combat anti-houthistes, bien que la confrérie soit inscrite sur la liste noire des organisations terroristes tant par les pays occidentaux que par les pétromonarchies. Quant à Al-Qaïda, la matrice des groupements djihadistes, elle a effectué une percée remarquable dans le Yémen du Sud.

Le rôle d'Al-Qaïda

Sans craindre la contradiction, l'Arabie saoudite s'est en effet appliquée à aménager une plate-forme opérationnelle pour Al-



Qaïda, son ennemi intime, dans le Hadramaout (Yémen du Sud), afin de disposer d'un débouché maritime qui lui permettrait de contourner le détroit d'Ormuz, à portée de tir de l'Iran. Une sourde lutte d'influence l'oppose par ailleurs à Abou Dhabi sur le degré de coopération avec le parti Al-Islah, bête noire des Émirats arabes unis. Un conflit latent existe aussi entre les Frères musulmans et la section d'Al-Qaïda de la péninsule arabique pour le contrôle du Yémen du Sud. Les Émirats ont d'ailleurs suspendu leur participation à la guerre le 16 juin 2016, au terme de 15 mois d'engagement, laissant sur le tapis 52 tués et 3 hélicoptères abattus.

Le Hadramaout, la plus importante province du Yémen du Sud, est ainsi en passe de devenir un sanctuaire d'Al-Qaïda, qui y fait régner sa loi, accaparant ses richesses, le transit de marchandises via le port de Moukalla et les redevances prélevées sur le transit du pétrole. Le Hadramaout représente une plateforme stratégique pour Al-Qaïda, dont l'importance est comparable à ce que représente le nord de la Syrie pour le groupe armé État islamique (EI) : un débouché et un poumon. Au Yémen, Al-Qaïda sert de levier terroriste aux Saoudiens pour combattre les contestataires, de la même manière que l'EI sert d'instrument de déstabilisation de la Syrie pour la Turquie et les autres monarchies arabes. Une sorte d'alliance avec le diable, de surcroît cautionnée, dans les deux cas, par les pays occidentaux.

Embourbée depuis deux ans au Yémen, en dépit de l'armada qu'elle a mobilisée, la dynastie wahhabite baigne aujourd'hui dans la plus grande confusion, s'appuyant sur Al-Qaïda de même que sur le parti Al-Islah. À défaut de mater toute velléité contestataire au Yémen, elle chercherait à provoquer une nouvelle partition du pays pour y maintenir sa mainmise.

Au terme de deux ans de boucherie en circuit fermé, les Nations unies ont quant à elles donné à savoir que l'Arabie saoudite avait utilisé des armes non conventionnelles (des armes à sous-munitions, voire des armes chimiques) et pourrait s'être rendue coupable de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité. Mais le Royaume, fort de sa puissance financière, a menacé de couper les vivres à l'ONU et à la totalité des agences spécialisées, notamment l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans

le Proche-Orient (UNRWA), s'il devait faire l'objet de poursuites. Pis, la dynastie wahhabite a brandi la menace de faire éditer une fatwa d'oulémas sunnites décrétant l'ONU « ennemi de l'islam ». Un comportement digne d'un État voyou. Mais c'est le bombardement d'un quatrième hôpital géré par Médecins sans frontières (MSF) au Yémen – un hôpital pour enfants – en août 2016, qui sera fatal à la réputation saoudienne, entraînant le départ des conseillers militaires américains et la fermeture de la totalité des établissements de MSF dans ce pays.

Sous protectorat de facto de l'OTAN, les pétromonarchies ont constitué un bras armé pour la destruction ou la déstabilisation de la plupart des contestataires de l'hégémonie atlantique, que cela soit : en Afghanistan (1980-1989) pour

Au Yémen, Al-Qaïda sert de levier terroriste aux Saoudiens pour combattre les contestataires, de la même manière que l'EI sert d'instrument de déstabilisation de la Syrie pour la Turquie et les autres monarchies arabes.

contribuer à faire imploser l'Union soviétique ; en Bosnie pour contribuer à faire imploser l'ex-Yougoslavie dans la décennie 1990 ; ou encore en Libye et en Syrie durant la mal nommée séquence du « printemps arabe ». L'Arabie et le Qatar passent pour avoir dépensé, à eux seuls, près de 40 milliards de dollars en six ans dans les guerres de Libye, de Syrie et du Yémen. Pour la plus grande satisfaction de l'OTAN et d'Israël, supposé être l'ennemi officiel du monde arabe. Pendant ce temps, le Canada, pour sa part, vend des armes à l'Arabie saoudite. La moralité – à tout le moins la morale du grand capital – qui pourrait se dégager de la guerre du Yémen est la suivante : le dollar est roi, et le Roi du pétrodollar s'intronise *ipso facto* le Roi des Rois, tout en recyclant ses pétrodollars dans les circuits de la finance mondialisée. Une morale de voyous pour un État voyou. ☹

ACTUELLEMENT EN LIBRAIRIE

LA MISSION AMÉRINDIENNE
FRANÇOIS-XAVIER GARNEAU

LES BOURGEOIS « CANADIENS » (1800-1860)
GEORGE-ÉTIENNE CARTIER

ALBERT LOZEAU — JEAN NARRACHE

Entre autres, aux endroits suivants :

Librairie Renaud-Bray
4380, rue Saint-Denis
Montréal

Librairie d'Outremont
1284, avenue Bernard
Montréal